

Gouvernement du Québec

Décret 112-98, 28 janvier 1998

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains immeubles avec meubles accessoires pour la construction d'un parc régional d'incitation au transport collectif, en la Ville de Brossard, selon le projet ci-après décrit (P.E. 415)

ATTENDU QUE l'Agence métropolitaine de transport désire aménager, pour fins d'utilités publiques, un parc régional d'incitation au transport et que pour ce faire, le ministre des Transports a convenu d'acquérir au nom de l'Agence métropolitaine de transport, les immeubles avec meubles accessoires requis;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 171 de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (L.R.Q., c. A-7.02), modifié par l'article 27 du chapitre 13 des Lois de 1996, le ministre des Transports peut acquérir par expropriation, au bénéfice du domaine de l'État, tout bien que l'Agence ne peut autrement acquérir;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation, les immeubles, avec les biens meubles accessoires de ceux-ci, décrits ci-après.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

I- QUE le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec biens meubles accessoires de ceux-ci, pour réaliser les travaux suivants, à savoir:

1) Construction ou reconstruction d'un parc régional d'incitation au transport collectif situé en la Ville de Brossard, dans la circonscription électorale de Lapinière, selon le plan 622-96-H0-022 (projet 30-5371-9003) des archives du ministère des Transports;

II- QUE les dépenses inhérentes soient payées à même les crédits de l'Agence métropolitaine de transport;

III- QUE l'Agence métropolitaine de transport soit remboursée après le paiement intégral dans une propor-

tion de 75 % en vertu du Programme d'aide aux immobilisations au transport en commun.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

29391

Gouvernement du Québec

Décret 113-98, 28 janvier 1998

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains immeubles avec meubles accessoires pour la construction ou la reconstruction de parties de routes, à divers endroits du Québec, selon les projets ci-après décrits (P.E. 420)

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine public de l'État;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec les biens meubles accessoires de ceux-ci, décrits ci-après;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

I. QUE le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec biens meubles accessoires de ceux-ci, pour réaliser les travaux suivants, à savoir:

1) Construction ou reconstruction d'une partie de la route 138, située en la Municipalité de Sainte-Anne-de-Portneuf et en la Ville de Forestville, dans la circonscription électorale de Saguenay, selon le plan 622-93-MO-142 (projet 20-3574-8601) des archives du ministère des Transports;

2) Construction ou reconstruction d'une partie de la route 143, située en la Municipalité de Val-Joli, dans la circonscription électorale de Johnson, selon le plan 622-96-FO-019 (projet 20-0174-9205 B) des archives du ministère des Transports;

II. QUE les dépenses inhérentes soient payées par le «Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier».

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

29392

Gouvernement du Québec

Décret 114-98, 28 janvier 1998

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains immeubles avec meubles accessoires pour la construction ou la reconstruction de l'intersection de la route 229 et du chemin Belle-Rivière, située en la Ville de Sainte-Julie, selon le projet ci-après décrit (P.E. 421)

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine public de l'État;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec les biens meubles accessoires de ceux-ci, décrits ci-après;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

I. QUE le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles, avec biens meubles accessoires de ceux-ci, pour réaliser les travaux suivants, à savoir:

1) Construction ou reconstruction d'une partie de l'intersection de la route 229 et du chemin Belle-Rivière, située en la Ville de Sainte-Julie, dans la circonscription électorale de Marguerite-D'Youville, selon le plan 622-93-HO-034 (projet 20-5371-9522-X2) des archives du ministère des Transports.

II. QUE les dépenses inhérentes soient payées par le «Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier».

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

29393

Gouvernement du Québec

Décret 115-98, 28 janvier 1998

CONCERNANT l'entente à intervenir entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada permettant au ministre des Transports du Québec de recourir aux services des inspecteurs de la sécurité ferroviaire du ministre des Transports du Canada

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe C de l'article 3 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., c. M-28), le ministre des Transports doit promouvoir le développement et la mise en oeuvre de programmes de sécurité et de prévention des accidents;

ATTENDU QU'en vertu de la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé (L.R.Q., c. S-3.3), le ministre des Transports est chargé d'assurer la sécurité des ouvrages de transport terrestre guidé ainsi que des véhicules et équipements utilisés dans des systèmes de transport terrestre guidé;

ATTENDU QU'à cette fin, le ministre des Transports dispose de certains pouvoirs en matière d'inspection pour pouvoir assumer ces obligations et responsabilités en regard de la construction et de l'exploitation de voies ferrées relevant de sa compétence incluant ceux d'autoriser toute personne pour faire une inspection sur toute question relative à la sécurité;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec souhaite conclure une entente avec le gouvernement du Canada afin de pouvoir recourir aux services des inspecteurs de la sécurité ferroviaire du ministre des Transports du Canada;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., c. M-28), le ministre des Transports peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure tout accord avec tout gouvernement ou organisme conformément aux intérêts et aux droits du Québec pour faciliter l'exécution de cette loi;

ATTENDU QU'une telle entente constitue une entente intergouvernementale aux termes de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);